



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.292/2
du 2 mai 2022

advies 71.292/2
van 2 mei 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions financières
diverses'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse financiële
bepalingen'

Le 31 mars 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions financières diverses'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 2 mai 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 mai 2022.

*

Op 31 maart 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse financiële bepalingen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 2 mei 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 mei 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, ainsi qu'avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre notamment de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national qui se rapporte au traitement.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a indiqué qu'une demande d'avis avait été adressée à l'Autorité de protection des données mais que l'avis n'avait pas encore été rendu.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

2. Interrogée au sujet de la consultation préalable de la Banque centrale européenne (BCE), prévue par l'article 2, paragraphe 1, de la décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 'relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de réglementation', la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« La BCE [...] a indiqué dans une lettre du 22 janvier 2021 que sa consultation n'est pas requise dans le cadre d'amendements à la loi organique de la Banque concernant les réunions par vidéoconférence des organes (voir annexe). Dans cette lettre, la BCE a précisé que les amendements en projet n'entraient que marginalement dans le champ de compétences de la BCE ».

Il est pris acte de ces explications.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 1^{er} (nouveau)

Dès lors que les chapitres 5 et 6 de l'avant-projet tendent à transposer la directive (UE) 2021/2261 du Parlement européen et du conseil du 15 décembre 2021 'modifiant la directive 2009/65/CE en ce qui concerne l'utilisation de documents d'informations clés par les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM)', il en sera fait mention dans l'avant-projet conformément à l'article 2, paragraphe 1, alinéa 3, de cette directive.

Par conséquent, il y a lieu d'insérer dans le projet un article 1^{er} mentionnant que l'avant-projet transpose partiellement la directive précitée ¹.

La numérotation des dispositions subséquentes sera modifiée en conséquence.

Articles 2 et 3

Les articles 2 et 3 tendent à permettre au Comité de direction et au Conseil de Régence de la Banque nationale de Belgique de statuer par voie de procédure écrite ou au moyen de techniques de télécommunication permettant une délibération interactive.

Le commentaire de ces dispositions expose ce qui suit :

« Les modalités du recours à ces techniques sont définies dans le règlement d'ordre intérieur de la Banque. Afin de privilégier les réunions en présence physique des membres, un seuil quantitatif des réunions tenues au moyen de techniques de télécommunications y est déterminé ».

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« La Banque nationale est une société cotée [...] et, à ce titre, la Banque suit les principes de bonne gouvernance qui s'appliquent aux sociétés cotées. Ainsi, elle souhaite fixer un seuil de réunions en présentiel. Il paraît plus judicieux d'introduire ce seuil dans le règlement d'ordre intérieur plutôt que dans une loi. Le règlement d'ordre intérieur de la Banque est en effet destiné à contenir les règles de base relatives au fonctionnement des organes de la Banque (voir article 20.2, al. 2 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique). Par ailleurs, afin de permettre à la Banque de s'adapter aux évolutions en matière de gouvernance d'entreprise, une modification du règlement d'ordre intérieur de la Banque est plus souple qu'une modification législative dans le cas où le seuil fixé devait être modifié ».

Il est pris acte de ces explications.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-1-2-1.

Article 4

L'article 31 de la loi du 23 février 2022 'visant à mettre en œuvre le règlement (UE) 2020/1503 du parlement européen et du conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937 et à transposer la directive (UE) 2021/338 du parlement européen et du conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 (II)' a complété l'article 2 de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers' par les 77° à 79°.

La définition insérée par l'article 4, 2°, de l'avant-projet doit dès lors figurer dans un point 80°.

Il s'indiquera également de préciser que l'OCM est l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales des mutualités visé par l'article 49 de la loi du 6 août 1990 'relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités'.

L'article 4, 2°, de l'avant-projet sera revu en conséquence.

Article 6

1. Dans la phrase introductive, les mots « par la loi du 21 novembre 2017 » seront remplacés par les mots « par l'arrêté royal du 13 décembre 2017 ».

2. La version française de l'article 6, 3°, sera revue afin d'assurer la cohérence linguistique de l'article 30bis, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers' tel qu'il résultera de l'insertion envisagée.

3. Selon le commentaire de l'article 6, l'intention poursuivie est que les règlements qui seront pris en vertu du 1°/1, en projet « s'appliquent également aux personnalités connues du grand public qui promeuvent des monnaies virtuelles auprès des personnes qui les suivent sur les réseaux sociaux ». Toujours selon ce commentaire, « la notion de commercialisation, définie de manière large par l'article 30bis de la loi du 2 août 2002, permet une telle approche ».

Comme la notion de « commercialisation » visée à l'article 30bis, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002 est centrale quant au but sanctionnateur poursuivi et que par ailleurs les dispositions pénales sont de stricte interprétation, l'auteur de l'avant-projet veillera à s'assurer que cette notion, qui est notamment construite par référence à un « client » ou à un « client potentiel », est suffisamment adaptée pour effectivement viser de manière non ambiguë la situation dans laquelle une personnalité connue du grand public sur les réseaux sociaux se borne à inciter ceux qui la suivent à acheter des monnaies virtuelles non pas directement auprès d'elle dans une relation d'émetteur à client mais auprès d'un acteur sur le marché des monnaies virtuelles.

Article 8

Interrogé sur la portée des mots « enfreint gravement », figurant à l'article 36bis, § 7, en projet de la loi du 2 août 2002, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Les termes 'enfreint gravement' sont repris du paragraphe 1^{er} de l'article 36bis de la loi du 2 août 2002 dans lequel l'article en projet insère un paragraphe 7. Vu les mesures prévues dans cet article (suspension des activités, remplacement des administrateurs et révocation de l'agrément), toutes les infractions ne sont pas concernées. Le législateur a choisi de ne viser que les infractions graves. L'appréciation de la gravité est laissée à l'appréciation de l'autorité compétente. Il n'y avait pas lieu, dans le paragraphe 7, de prendre une option différente ».

Ces précisions figureront utilement dans le commentaire de l'article 8.

Article 9

Sur la question de savoir si, à l'article 45, § 2, alinéa 3, en projet de la loi du 2 août 2002, l'avis de l'OCM vise à remplacer celui de la FSMA et de la Banque nationale de Belgique ou s'il s'agit d'un avis supplémentaire à recueillir, la déléguée du Ministre a fourni les précisions suivantes :

« L'avis de l'OCM constituerait en effet un avis supplémentaire. L'article en projet sera modifié afin de mieux le refléter ».

L'article 9 sera revu en ce sens.

Article 14

S'agissant du mécanisme de « *quick freeze* » prévu à l'article 14, d), le commentaire de l'article précise ce qui suit :

« Il s'agit d'un 'quick freeze' tel qu'autorisé à certaines conditions par l'arrêt 'Quadrature du Net' susvisé de la Cour de Justice de l'Union européenne du 6 octobre 2020. Cette possibilité de 'quick freeze' s'applique aux mêmes conditions que celles prévues à l'article 84, § 1^{er}bis/1 de la loi du 2 août 2002 pour les données de trafic et de localisation, qui a été introduit par la loi du xx xx xxx. Pour des précisions sur cette possibilité de 'quick freeze', qui n'est également prévue que pour les violations de l'interdiction d'abus de marché (articles 14 ou 15 du Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché), lesquelles constituent de la criminalité grave, ainsi que sur les garanties matérielles et procédurales applicables en la matière, l'on se reportera au commentaire figurant dans l'exposé des motifs de la loi du xx xx xxxx (Doc ...) ».

À cet égard, la section de législation a déjà fait observer, dans son avis 69.381/4 donné le 28 juin 2021 sur un avant-projet devenu le projet de loi 'relatif à la collecte et à la conservation des données d'identification et des métadonnées dans le secteur des communications électroniques et à la fourniture de ces données aux autorités', qu'au vu de l'enseignement de l'arrêt *La Quadrature du Net* de la Cour de justice,

« [...] se pose la question de savoir si l'opération de 'quick freeze' ainsi autorisée se limite bien à des faits qui relèvent de 'la lutte contre la criminalité grave et, *a fortiori*, de la sauvegarde de la sécurité nationale'.

À ce propos, le commentaire de l'article mentionne ce qui suit :

'Cette possibilité de quick freeze n'est en outre prévue que pour les violations de l'interdiction d'abus de marché (articles 14 ou 15 du Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché)), qui constituent une infraction grave. Leur impact sur l'intégrité des marchés financiers et sur la confiance des investisseurs est en effet important. Il s'agit, au sein du secteur financier, de l'une des infractions les plus graves, comme en témoignent notamment le fait que le règlement relatif aux abus de marché exige pour ces infractions des amendes maximales d'un montant minimum considérablement plus élevé que pour les infractions aux autres dispositions du règlement et à la plupart des autres législations financières européennes, ainsi que le fait que la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché impose aux États membres de prévoir également des sanctions pénales pour les abus de marché (disposition transposée dans les articles 39 et 40 de la loi du 2 août 2002). Dans le cadre des enquêtes généralement longues et complexes qui concernent les abus de marché, les données de communications électroniques jouent souvent un rôle important dans l'administration de la preuve, par exemple pour constater que des personnes ont, à un moment donné, été en contact l'une avec l'autre et qu'il existe une relation entre deux ou plusieurs personnes'.

Certes, le règlement 596/2014, prévoit, en son article 30, à l'égard des manquements à ses articles 14 et 15, des sanctions qui apparaissent lourdes, dans l'absolu, et en tout cas plus lourdes que celles prévues pour d'autres infractions.

Ainsi, pour les personnes physiques, en son article 30, paragraphe 2, ce règlement impose aux États membres de faire en sorte que les autorités compétentes puissent imposer une sanction administrative pécuniaire d'un montant maximal d'au moins 5 000 000 EUR.

Pour les personnes morales, ce montant maximal est d'au moins 15 000 000 EUR ou 15 % du chiffre d'affaires annuel total de la personne morale tel qu'il ressort des derniers comptes disponibles approuvés par l'organe de direction de l'entreprise.

Il reste toutefois que ces sanctions constituent, selon le règlement lui-même, des sanctions pécuniaires administratives, et non pénales.

Par ailleurs, le règlement ne fixe pas de montant minimum pour ces sanctions, mais uniquement le plancher du montant maximum de la sanction.

Quant aux articles 39 et 40 de la loi du 2 août 2002, auxquels renvoie le commentaire de l'article, les sanctions pénales minimales qu'ils prévoient sont respectivement :

– pour l'article 39, § 1^{er} : un emprisonnement d'un mois et une amende de 300 euros ;

– pour l'article 40, § 6 : un emprisonnement de trois mois et une amende de 50 euros.

Dans ces contextes, il paraît difficile de considérer que, dans l'absolu, toutes les infractions couvertes par ces différentes dispositions participent, par nature, de la notion de 'criminalité grave' ².

Si la section de législation comprend la logique des justifications invoquées dans le commentaire des articles, il convient, aux fins d'assurer la conformité du dispositif en projet avec les principes dégagés par l'arrêt *La Quadrature du Net*, de limiter le pouvoir d'injonction envisagé aux faits dont le caractère de gravité est établi ou peut être présumé sur la base des éléments dont dispose l'auditeur ou l'auditeur adjoint » ³.

Pareille observation peut être réitérée en l'espèce. En effet, si la section de législation comprend la logique des justifications invoquées dans le commentaire des articles tel qu'il a été complété à la suite de l'avis 69.381/4 précité et auquel il est fait référence dans le commentaire du projet à l'examen ⁴, il convient néanmoins, aux fins d'assurer la conformité du

² Note de bas de page n° 40 de l'avis cité : Comparer sur ce point avec l'article 39quinquies, en projet, du Code d'instruction criminelle (article 17 de l'avant-projet) qui vise des infractions qui « peuvent donner lieu à un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou à une peine plus lourde ».

³ Avis 69.381/4 donné le 28 juin 2021 sur un avant-projet de loi 'relatif à la collecte et à la conservation des données d'identification, de trafic et de localisation dans le secteur des communications électroniques et à leur accès par les autorités' (Doc. parl., Chambre, 2021-2022, n° 55-2572/001 pp. 300 à 302 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69381.pdf>).

⁴ Il est ainsi fait référence au commentaire suivant :

« Pour répondre à l'observation formulée par le Conseil d'État, selon laquelle il convient de limiter le pouvoir de quick freeze à des faits dont le caractère de gravité est établi ou peut être présumé par l'auditeur, il est précisé que ce pouvoir n'est applicable qu'en cas d'indices sérieux d'une violation de l'interdiction d'abus de marché, c'est-à-dire d'une infraction qui doit toujours être considérée comme grave. En complément des éléments déjà fournis à l'alinéa précédent et au regard de l'observation du Conseil d'État selon laquelle, bien que les montants maximaux prévus soient élevés, les sanctions en question sont de nature administrative et non pénale, il y a lieu de relever qu'il peut être déduit de la conclusion formulée par l'avocat général dans l'arrêt *Ministerio Fiscal* de la Cour de justice (C-207/16) que la notion de criminalité grave dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne n'est pas limitée aux faits passibles d'une sanction pénale (et en particulier d'une peine d'emprisonnement). En effet, l'avocat général indique notamment ce qui suit : '(...) Ainsi, le fait qu'un État membre prévoit une peine d'emprisonnement peu élevée, voire une peine alternative à l'emprisonnement, ne préjuge pas pour autant de la gravité intrinsèque du type d'infraction concerné' (n° 98) et '(...) la sanction encourue ne saurait être considérée comme pouvant refléter à elle seule, que ce soit sous l'angle qualitatif du type de peine et/ou sous l'angle quantitatif du niveau de peine, la particulière gravité d'une infraction pénale' (n° 104). Des faits passibles d'amendes administratives très élevées peuvent donc également être qualifiés de criminalité grave. Tel est le cas pour les infractions aux articles 14 et 15 du règlement relatif aux abus de marché, qui sont passibles d'amendes administratives maximales de 5 millions d'euros pour les personnes physiques et de 15 millions d'euros, ou si le montant obtenu par application de ce pourcentage est plus élevé, de 15 % du chiffre d'affaires annuel total pour les personnes morales (voir l'article 36, § 2, alinéa 2, 2°, de la loi du 2 août 2002). Il est en outre souligné que les amendes administratives pouvant être imposées pour abus de marché sont des sanctions administratives à caractère pénal au sens de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Dans ce cadre, il est important que les interdictions administratives dont la violation est alléguée, visent à sauvegarder l'intérêt général de la société, normalement protégé par le droit pénal, et que la sanction, en raison du montant maximal qu'elle peut théoriquement atteindre, vise, par son caractère dissuasif, à prévenir de tels actes et à éviter la récidive et, par son caractère punitif, à sanctionner une irrégularité (voir, en ce sens, notamment les considérants 94 et suivants de l'arrêt *Grande Stevens* de la CEDH, n° 18640/10, rendu le 4 mars 2014, et les références y citées). Les mêmes faits sont en outre également passibles de sanctions pénales pouvant aller jusqu'à quatre ans d'emprisonnement en cas de manipulation de marché et de délit d'initié et jusqu'à deux ans d'emprisonnement en cas de divulgation d'informations privilégiées (voir les articles 39 et 40 de la loi du 2 août 2002). Il s'agit là de sanctions considérablement plus lourdes que l'emprisonnement maximal d'une durée d'un an retenu comme seuil minimal à l'article 39quinquies, en projet, du Code d'instruction criminel, auquel le Conseil d'État se réfère (et par ailleurs aussi à l'article 88bis dudit Code). Il est donc incontestable que de tels faits d'abus de marché sont considérés comme graves. L'auditeur de la FSMA réclame par ailleurs les données de communication électroniques en phase d'instruction (préliminaire), à un moment où il n'est en général pas encore clair si les faits feront l'objet de poursuites administratives ou pénales, et il demande ainsi ces données également aux fins du contrôle du respect des articles 39 et 40 de la loi du 2 août 2002 (voir aussi l'article 82, 2°, *juncto* l'article 35, § 1^{er}, 1°, de la loi du 2 août 2002). Enfin, il se fait aussi que la réglementation européenne, et en particulier l'article 23, paragraphe 2, h), du règlement relatif aux abus de marché, impose que, dans la mesure où le

dispositif en projet avec les principes dégagés par l'arrêt *La Quadrature du Net*, de limiter le pouvoir d'injonction envisagé aux faits dont le caractère de gravité est établi ou peut être présumé sur la base des éléments dont dispose l'auditeur ou l'auditeur adjoint.

Article 16

1. À l'article 16, a), le texte inséré à l'article 4, 1°, de la loi du 22 mars 2006 'relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers' figurera entre guillemets.

2. La déléguée du Ministre a précisé, au sujet de l'article 16, a), que

« [l']objet de l'article en projet [est] de compléter l'article 4, alinéa 1^{er}, 1° (définition de 'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement') avec une phrase venant donc s'insérer à la fin de l'énumération des services bancaires et des services d'investissement concernés (points a) à d)) ».

Dans la phrase introductive de l'article 16, a), les mots « par la phrase suivante » seront dès lors remplacés par les mots et signe « par un alinéa 2, rédigé comme suit ».

Article 17

Dans la version française de l'article 23, 22°, en projet de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)', la loi du 11 juillet 2018 sera mentionnée par son intitulé complet.

Article 20

Au 2°, interrogée sur les motifs pour lesquels il est nécessaire et strictement proportionné d'autoriser le SPF compétent à enregistrer et traiter le numéro de Registre national des locataires des coffres dormants, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Un traitement du numéro de Registre National des locataires des coffres dormants par le SPF compétent est indispensable pour permettre à ce dernier d'attribuer le montant des biens réalisés à un numéro de Registre National, et ainsi, permettre à la Caisse des Dépôts et Consignations de faire le lien entre les biens réalisés et le dossier ouvert auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Dans ce cadre, l'utilisation du numéro de Registre National est, sans aucun doute, nécessaire et proportionnée ».

Ces précisions figureront utilement dans le commentaire de l'article.

droit national autorise que les enregistrements existants de données relatives au trafic détenus par un opérateur soient réclamés (ce qui est le cas en Belgique), les autorités administratives compétentes telles que la FSMA doivent également pouvoir requérir ces données lorsqu'il existe des motifs raisonnables de suspecter une violation de l'interdiction de délit d'initié ou de celle de manipulation de marché, et que de tels enregistrements peuvent se révéler pertinents pour l'enquête relative à ladite violation [...] » (*Doc. parl.* Chambre, 2021-2022, n° 2572/001, pp. 166 à 168).

Article 22

1. L'article 22 tend à « rétablir » un article 42/1 dans la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)', disposition qui aurait été abrogée par la loi du 30 juillet 2018 'portant des dispositions financières diverses'.

Il semble qu'il faille en réalité viser non pas l'article 42/1 mais l'article 41/1 dès lors que ce dernier a effectivement été abrogé par l'article 79 de cette loi du 30 juillet 2018 tandis qu'il n'existait alors aucun article 42/1.

Le dispositif sera corrigé en rétablissant l'article 41/1 de la loi du 24 juillet 2008 et l'article 23 du projet sera adapté en conséquence en rétablissant l'article 42 de la même loi, abrogé par l'article 74 de la loi du 18 décembre 2016 'organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances'.

2. Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a indiqué que les données à caractère personnel visées à l'article 42/1, § 1^{er}, en projet de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)' étaient celles des ayants droit de coffres dormants.

Cette précision figurera à l'article 42/1, § 1^{er}, en projet, qui, compte tenu de l'observation n° 1, deviendra l'article 41/1, § 1^{er}, en projet.

3. Le paragraphe 2 en projet énumère les données à caractère personnel qui sont transférées à la Caisse au moyen d'une plateforme électronique sécurisée par les établissements dépositaires, loueurs, le service public fédéral compétent et les entreprises d'assurances⁵.

Il y a lieu de s'assurer que les données en question sont strictement nécessaires pour rencontrer les finalités poursuivies, compte tenu du principe de minimisation des données tel qu'il est consacré par l'article 5, paragraphe 1, c) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

La même observation vaut pour l'article 13, § 1^{er}, de la loi du 11 juillet 2018 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations', en projet à l'article 53.

⁵ Les deux versions linguistiques de la phrase liminaire de l'article 42/1 (devenant l'article 41/1), § 2, en projet doivent être harmonisées, la version néerlandaise ne se référant pas aux « entreprises d'assurances ».

Article 24

Dans la version française de la phrase introductive, les mots « pour la dernière fois » seront remplacés par les mots « en dernier lieu ».

Article 25

Comme l'a confirmé la déléguée du Ministre, les mots « notifié à la FSMA conformément à l'article 37^{sexies} de la loi du 2 août 2002 » seront remplacés par les mots et signes « notifié à la FSMA conformément à l'article 37^{sexies}, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 ».

La même observation vaut pour la suite du projet.

Article 28

Dans la phrase introductive, les mots « modifié par la loi du 19 avril 2014 » seront remplacés par les mots « modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2014 ».

Article 35

Dans la phrase introductive, les mots « modifié par la loi du 27 juin 2021 » seront omis dès lors que l'article 262, § 3, 8°, de la loi du 3 août 2012 'relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances' n'a pas subi de modification.

Article 37

Dans la phrase introductive, les mots « inséré par la loi du 30 juillet 2013 » seront remplacés par les mots « inséré par la loi du 30 juillet 2013 et renuméroté par la loi du 19 avril 2014 ».

Article 38

Dans la phrase introductive, les mots et signe « alinéa 1^{er}, » seront omis.

Article 44

Dans la phrase introductive, il y a lieu de préciser que l'article 261, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 19 avril 2014 'relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs

gestionnaires' a été modifié par la loi du 11 juillet 2018.

Article 50

Dès lors que l'article 50 tend à remplacer l'article 7 de la loi du 11 juillet 2018 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations', les mots « Art. 4 » seront remplacés par les mots « Art. 7 ».

Article 53

L'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 juillet 2018 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations' dispose que

« [L]e consignateur indique pour chaque type de consignation toutes les données pertinentes telles que demandées par la Caisse des Dépôts et Consignations. Le Roi fixe ces données ».

Dans son avis 68.577/2 donné le 9 février 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 27 juin 2021 'portant des dispositions financières diverses', la section de législation a fait observer à cet égard ce qui suit :

« Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée sont soumis au respect d'un principe de légalité. Par conséquent, les éléments essentiels du dispositif doivent être fixés dans la norme législative même, à savoir les finalités du traitement, le responsable du traitement, le type de données traitées, leur durée de conservation ainsi que les cas et conditions dans lesquels ces données à caractère personnel sont traitées. L'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit, en outre, reposer sur une justification raisonnable et être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur ⁶.

S'il est vrai que l'actuel article 11, alinéa 1^{er}, première phrase, de la loi du 11 juillet 2018 prévoit déjà que '[L]e consignateur indique pour chaque type de consignation toutes les données pertinentes telles que demandées par la Caisse des Dépôts et Consignations', il faut constater que, depuis l'avis n° 62.944/2 donné le 5 mars 2018 sur l'avant-projet de loi à l'origine de cette disposition, la jurisprudence de la section de législation du Conseil d'État, en écho à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle et compte tenu de l'entrée en vigueur du RGPD le 25 mai 2018, a connu une importante évolution tendant à consolider les garanties matérielles fournies par l'article 22 de la Constitution en matière de droit au respect de la vie privée par une exigence renforcée du respect du principe de légalité formelle contenu dans cette disposition.

⁶ Note de bas de page n° 18 de l'avis cité : Voir notamment l'avis n° 63.192/2 précité et l'avis n° 63.202/2 donné le 26 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 5 septembre 2018 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 3185/1, pp. 120 à 145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63202.pdf>).

Dans le respect de cette évolution, le législateur est dès lors tenu de fixer lui-même, à tout le moins, le responsable du traitement, ainsi que des catégories suffisamment précises de données pouvant être traitées. L'habilitation donnée au Roi de déterminer 'ces données', dès lors que ces termes renvoient notamment aux 'données pertinentes au dossier', est trop large et ne peut être admise. Il convient, à tout le moins, de prévoir un critère plus circonscrit qui permettrait de mieux délimiter une délégation de compétences au Roi sur ce point. Le législateur devra également préciser quelles sont les personnes pouvant y avoir accès, ainsi que la durée de conservation de ces données » ⁷.

Conformément à l'actuel article 13, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 juillet 2018, la Caisse des Dépôts et Consignations tient un registre de tous les biens consignés avec mention de toutes les données pertinentes disponibles pour chaque consignation.

L'article 53 du projet entend préciser les données à caractère personnel figurant dans ce registre tenu par la Caisse des Dépôts et Consignations, ainsi que les éléments essentiels relatifs à ce traitement.

Interrogée quant à la question de savoir si les données à caractère personnel apparaissant dans le registre sont identiques à celles pouvant être demandées par la Caisse des Dépôts et Consignations et telles que fixées par le Roi conformément à l'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 juillet 2018, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Un arrêté royal se doit de respecter la norme qui lui est supérieure. Par conséquent, la délégation de compétences au Roi pour la détermination des données pertinentes sera désormais limitée par le prescrit de l'article 53 du projet. Il est ainsi répondu à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis n° 68.577/2. Les données à caractère personnel non reprises dans la liste de l'article 53 du projet ne pourront jamais être demandées.

Toutefois, la Caisse des Dépôts et Consignations peut demander d'autres données pertinentes, qui ne sont pas des données à caractère personnel mais plutôt des informations liées à la consignation elle-même, telles que le type de consignation (garantie locative, cautionnement, succession vacante, faillite, etc.), le montant ou autres informations utiles en lien avec cette consignation ».

Au vu de cette réponse, dans un souci de sécurité juridique, l'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 juillet 2018 sera utilement complété par une référence aux données à caractère personnel visées à l'article 13 en projet afin de délimiter clairement la délégation de compétence au Roi sur ce point.

⁷ Avis 68.577/2 donné le 9 février 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 27 juin 2021 'portant des dispositions financières diverses' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1887/1, pp. 482 et 483 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68577.pdf>). Il convient toutefois de faire état de ce que, depuis cet avis, l'assemblée générale de la section de législation et la Cour constitutionnelle ont considéré que les éléments devant faire l'objet d'un dispositif de niveau législatif ne devaient pas nécessairement comprendre la détermination du responsable du traitement (avis de la section de législation n° 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 55 à 127, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936.pdf>), observation n° 101 ; C.C., n° 33/2022, 10 mars 2022, B.13.1). Si la loi ne procède pas à pareille détermination, le Roi peut donc y être habilité.

Article 54

Interrogée quant à la *ratio legis* de l'article 54, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« L'établissement du principe de paiement libératoire a été inséré dans cette loi afin de débloquent des situations dans lesquelles un paiement direct à l'ayant droit n'est pas possible.

L'article 13/1 permet à un débiteur de s'acquitter d'une dette lorsqu'il connaît l'identité du créancier, mais ne connaît pas le numéro de compte bancaire de ce dernier ou lorsque ce dernier ne dispose d'aucun compte bancaire.

Cela a notamment pour but de permettre au SPF Finances de rembourser des sommes dues dans le cadre de l'impôt à un citoyen dont le numéro de compte bancaire n'est pas connu. Cette disposition peut également être utilisée par un particulier au bénéfice d'un autre particulier ».

Ces précisions figureront utilement dans le commentaire de l'article 54.

La déléguée du Ministre a par ailleurs donné les précisions suivantes quant aux modalités visées à l'article 13/1, alinéa 1^{er}, en projet :

« Par les 'modalités reprises dans la présente loi', on entend notamment des modalités visées aux articles 6 et 7 (utilisation de l'application électronique mise à disposition par la Caisse des Dépôts et Consignations, sauf dans les cas où ces formalités sont accomplies via un support papier), à l'article 10 (identification des parties via le numéro BCE ou le numéro de Registre National) et à l'article 11 (communication des données pertinentes demandées au moment de la consignation) de la loi du 11 juillet 2018 ».

Ces précisions figureront utilement dans le commentaire de l'article 54 également.

Article 56

Le commentaire de l'article 56 précise que cette disposition tend à rectifier une erreur matérielle.

Interrogée quant à l'erreur matérielle concernée, la déléguée du Ministre a précisé qu'

« [i]l s'agit de se conformer aux dispositions du livre 3 'les biens' - Titre XVIII : Des privilèges et hypothèques du Code civil (rang et hiérarchie des créanciers) ».

Le commentaire de l'article sera par conséquent utilement complété afin d'explicitier davantage la *ratio legis* de l'article 56 au regard du livre 3, titre XVIII, du Code civil.

Article 57

Interrogée quant à la *ratio legis* de l'article 57, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Dans un objectif de digitalisation, la Caisse des Dépôts et Consignation a mis à disposition des citoyens une application électronique permettant de consigner des biens et d'en demander la restitution (voir article 6 de la loi du 11 juillet 2018).

Cette application permet également à tout ayant droit connu de consulter à tout moment les dossiers déjà existants de la Caisse des Dépôts et Consignations le concernant. Par conséquent, l'envoi d'un courrier l'année précédant la prescription ne semble plus nécessaire, étant donné que les citoyens ont désormais un accès permanent à l'information. En outre, il convient de s'aligner sur le Code [c]ivil qui prévoit la prescription de plein droit ».

Au vu de la réponse de la déléguée du Ministre, le commentaire de l'article sera par conséquent utilement complété afin d'explicitier davantage la *ratio legis* de l'article 57.

Article 62

S'agissant de la date d'entrée en vigueur des articles 23, 49, 50 et 51 de l'avant-projet, la déléguée du Ministre a donné les explications suivantes :

« La date d'entrée en vigueur visée est celle déterminée par l'article 219 de la loi du 26 janvier 2021 sur la dématérialisation des relations entre le Service Public Fédéral Finances, les citoyens, personnes morales et certains tiers, et modifiant différents codes fiscaux et lois fiscales. Il s'agit en principe du 1^{er} janvier 2025, mais le Roi a la possibilité de fixer l'entrée en vigueur de certaines dispositions à une date antérieure.

Pour se préparer à cette possible entrée en vigueur anticipée et, comme la Caisse des Dépôts et Consignations est concernée par l'entière du chapitre 11 de la loi du 26 janvier 2021, il a été fait référence à l'entrée en vigueur de ce chapitre 11 (dans son ensemble) pour fixer l'entrée en vigueur des articles 23, 49, 50 et 51 du projet au moment où ce chapitre 11 sera entièrement d'application.

De cette manière :

1) l'article 6, alinéas 2 et 3, et les articles 7, 8 et 9 de la loi du 11 juillet 2018 peuvent continuer à s'appliquer en attendant l'entrée en vigueur des dispositions restantes du chapitre 11 de la loi du 26 janvier 2021 ;

2) cela n'empêche pas l'application des articles 213, § 1^{er}, et 214 de la loi du 26 janvier 2021 déjà entrés en vigueur.

Les dispositions restantes du chapitre 11 de la loi du 26 janvier 2021 concernent toutes l'utilisation d'une plateforme électronique et semblent dès lors indissociables les unes des autres. Il est donc peu probable que les dispositions restantes du chapitre 11 entrent en vigueur à des dates différentes ».

Toutes les dispositions du chapitre 11 de la loi du 26 janvier 2021 'sur la dématérialisation des relations entre le Service Public Fédéral Finances, les citoyens, personnes morales et certains tiers, et modifiant différents codes fiscaux et lois fiscales' ne sont pas pourvues de la même date d'entrée en vigueur.

Afin de se conformer à la volonté des auteurs de l'avant-projet, l'article 62 sera revu afin de prévoir que les dispositions visées entrent en vigueur lorsque l'ensemble des dispositions du chapitre 11 de la loi du 26 janvier 2021 seront entrées en vigueur.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 36, lid 4, van de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, alsook met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, geraadpleegd te worden, onder meer, bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Daarover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de minister te kennen gegeven dat de Gegevensbeschermingsautoriteit om advies gevraagd was, maar dat het advies nog niet uitgebracht was.

Indien het vervullen van dat vormvereiste nog aanleiding zou geven tot wijzigingen van de tekst die aan de Raad van State voorgelegd is, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet eveneens voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

2. Naar aanleiding van een vraag over de voorafgaande raadpleging van de Europese Centrale Bank (ECB) waarin artikel 2, lid 1, van beschikking 98/415/EG van de Raad van 29 juni 1998 ‘betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen’ voorziet, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“La BCE [...] a indiqué dans une lettre du 22 janvier 2021 que sa consultation n’est pas requise dans le cadre d’amendements à la loi organique de la Banque concernant les réunions par vidéoconférence des organes (voir annexe). Dans cette lettre, la BCE a précisé

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

que les amendements en projet n'entraient que marginalement dans le champ de compétences de la BCE.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 1 (nieuw)

Aangezien de hoofdstukken 5 en 6 van het voorontwerp strekken tot omzetting van richtlijn (EU) 2021/2261 van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 2021 'tot wijziging van Richtlijn 2009/65/EG wat betreft het gebruik van essentiële-informatiedocumenten door beheermaatschappijen van instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's)', moet daarvan in het voorontwerp melding gemaakt worden overeenkomstig artikel 2, lid 1, derde alinea, van die richtlijn.

Bijgevolg dient in het ontwerp een artikel 1 ingevoegd te worden teneinde daarin te vermelden dat het voorontwerp voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de voornoemde richtlijn.¹

De nummering van de daaropvolgende bepalingen behoort dienovereenkomstig gewijzigd te worden.

Artikelen 2 en 3

De artikelen 2 en 3 strekken ertoe het Directiecomité en de Regentenraad van de Nationale bank van België de mogelijkheid te bieden te beslissen via een schriftelijke procedure of door middel van telecommunicatietechnieken die een interactieve beraadslaging mogelijk maken.

In de commentaar bij die bepalingen wordt het volgende uiteengezet:

“De regels voor het gebruik van deze technieken worden vastgelegd in het huishoudelijk reglement van de Bank. Om de vergaderingen waarop de leden fysiek aanwezig zijn te privilegiëren, wordt een kwantitatieve drempel voor de vergaderingen met telecommunicatietechnieken bepaald.”

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“La Banque nationale est une société cotée [...] et, à ce titre, la Banque suit les principes de bonne gouvernance qui s'appliquent aux sociétés cotées. Ainsi, elle souhaite fixer un seuil de réunions en présentiel. Il paraît plus judicieux d'introduire ce seuil dans le règlement d'ordre intérieur plutôt que dans une loi. Le règlement d'ordre intérieur de la Banque est en effet destiné à contenir les règles de base relatives au fonctionnement des organes de la Banque (voir article 20.2, al. 2 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formule F 4-1-2-1.

organique de la Banque nationale de Belgique). Par ailleurs, afin de permettre à la Banque de s'adapter aux évolutions en matière de gouvernance d'entreprise, une modification du règlement d'ordre intérieur de la Banque est plus souple qu'une modification législative dans le cas où le seuil fixé devait être modifié.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

Artikel 4

Bij artikel 31 van de wet van 23 februari 2022 ‘tot tenuitvoerlegging van Verordening (EU) 2020/1503 van het Europees Parlement en de Raad van 7 oktober 2020 betreffende Europese crowdfundingdienstverleners voor bedrijven en tot wijziging van Verordening (EU) 2017/1129 en Richtlijn (EU) 2019/1937, en tot omzetting van Richtlijn (EU) 2021/338 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2021 tot wijziging van Richtlijn 2014/65/EU wat betreft informatievereisten, productgovernance en positielimieten, en Richtlijnen 2013/36/EU en (EU) 2019/878 wat betreft de toepassing daarvan op beleggingsondernemingen, om bij te dragen aan het herstel van de COVID-19-crisis (II)’ is artikel 2 van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’ aangevuld met de bepalingen onder 77° tot 79°.

De definitie die bij artikel 4, 2°, van het voorontwerp ingevoegd wordt, moet derhalve opgenomen worden in een bepaling onder 80°.

Het is tevens raadzaam te preciseren dat de CDZ de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen is waarvan sprake is in artikel 49 van de wet van 6 augustus 1990 ‘betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen’.

Artikel 4, 2°, van het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 6

1. In de inleidende zin moeten de woorden “bij de wet van 21 november 2017” vervangen worden door de woorden “bij het koninklijk besluit van 13 december 2017”.

2. De Franse tekst van artikel 6, 3°, moet herzien worden teneinde te zorgen voor taalkundige samenhang in artikel 30*bis*, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’, zoals die bepaling ten gevolge van de voorgenomen invoeging zal luiden.

3. Volgens de commentaar bij artikel 6, is het de bedoeling dat de reglementen die krachtens de ontworpen bepaling onder 1°/1 uitgevaardigd zullen worden, “ook gelden voor personaliteiten die bekend zijn bij het grote publiek, en virtuele munten promoten bij hun volgers op sociale media”. Nog steeds luidens die commentaar, “[bevat] artikel 30*bis* van de wet van 2 augustus 2002 (...) een brede definitie van het begrip commercialisatie en laat [het] een dergelijke benadering toe”.

Aangezien het begrip “commercialisering” waarvan sprake is in artikel 30bis, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002, een centraal begrip is voor het bereiken van het nagestreefde doel sancties op te leggen en strafbepalingen bovendien strikt geïnterpreteerd moeten worden, dient de steller van het voorontwerp erop toe te zien dat dit begrip, dat met name steunt op de verwijzing naar een “cliënt” of een “potentiële cliënt”, in die mate aangepast is dat daarmee daadwerkelijk op ondubbelzinnige wijze verwezen kan worden naar de situatie waarin een bij het grote publiek op de sociale netwerken bekende prominente persoon zich ertoe beperkt zijn volgers ertoe aan te zetten virtuele munten niet rechtstreeks bij hem aan te kopen in een emittent-cliënt-relatie, maar bij een speler op de markt van virtuele munten.

Artikel 8

Gevraagd naar de draagwijdte van de woorden “ernstig overtreedt”, die voorkomen in het ontworpen artikel 36bis, § 7, van de wet van 2 augustus 2002, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“Les termes ‘enfreint gravement’ sont repris du paragraphe 1^{er} de l’article 36bis de la loi du 2 août 2002 dans lequel l’article en projet insère un paragraphe 7. Vu les mesures prévues dans cet article (suspension des activités, remplacement des administrateurs et révocation de l’agrément), toutes les infractions ne sont pas concernées. Le législateur a choisi de ne viser que les infractions graves. L’appréciation de la gravité est laissée à l’appréciation de l’autorité compétente. Il n’y avait pas lieu, dans le paragraphe 7, de prendre une option différente.”

Het verdient aanbeveling die verduidelijkingen in de commentaar bij artikel 8 op te nemen.

Artikel 9

Naar aanleiding van de vraag of het, in het ontworpen artikel 45, § 2, derde lid, van de wet van 2 augustus 2002, de bedoeling is dat het advies van de CDZ in de plaats komt van het advies van de FSMA en de Nationale Bank van België, dan wel of het gaat om een bijkomend advies dat ingewonnen moet worden, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting verstrekt:

“L’avis de l’OCM constituerait en effet un avis supplémentaire. L’article en projet sera modifié afin de mieux le refléter.”

Artikel 9 moet in die zin herzien worden.

Artikel 14

In verband met het “quick freeze”-mechanisme waarin artikel 14, d), voorziet, wordt in de commentaar bij dit artikel het volgende gesteld:

“Il s’agit d’un ‘quick freeze’ tel qu’autorisé à certaines conditions par l’arrêt ‘Quadrature du Net’ susvisé de la Cour de Justice de l’Union européenne du 6 octobre 2020.

Cette possibilité de ‘quick freeze’ s’applique aux mêmes conditions que celles prévues à l’article 84, § 1^{er}*bis*/1 de la loi du 2 août 2002 pour les données de trafic et de localisation, qui a été introduit par la loi du xx xx xxx. Pour des précisions sur cette possibilité de ‘quick freeze’, qui n’est également prévue que pour les violations de l’interdiction d’abus de marché (articles 14 ou 15 du Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché), lesquelles constituent de la criminalité grave, ainsi que sur les garanties matérielles et procédurales applicables en la matière, l’on se reportera au commentaire figurant dans l’exposé des motifs de la loi du xx xx xxxx (Doc ...).”.

In dat verband heeft de afdeling Wetgeving reeds eerder, in advies 69.381/4 van 28 juni 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het wetsontwerp ‘betreffende het verzamelen en het bewaren van de identificatiegegevens en van metagegevens in de sector van de elektronische communicatie en de verstrekking ervan aan de autoriteiten’, reeds geoordeeld dat, gelet op de lering van het arrest *La Quadrature du Net* van het Hof van Justitie,

“(…) de vraag [rijst] of de ‘quick freeze’, de snelle gegevensbewaring die op die manier toegestaan wordt, zich wel beperkt tot feiten die verband houden met ‘de bestrijding van zware criminaliteit en, *a fortiori*, de bescherming van de nationale veiligheid’.

De bespreking van het artikel vermeldt in dat verband het volgende:

‘Bovendien wordt deze mogelijkheid tot quick freeze enkel voorzien voor inbreuken op het verbod op marktmisbruik (artikelen 14 of 15 van Verordening (EU) nr. 596/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende marktmisbruik (Verordening marktmisbruik)), wat een ernstig misdrijf uitmaakt. De impact daarvan op de integriteit van de financiële markten en het vertrouwen van de beleggers is immers groot. Binnen de financiële sector gaat het om één van de meest ernstige inbreuken, wat o.m. blijkt uit het feit dat de Verordening marktmisbruik voor deze inbreuken aanzienlijk hogere minimale maximumboetes vereist dan voor de inbreuken op andere bepalingen van de verordening en op de meeste andere Europese financiële wetgeving, alsook uit het feit dat Richtlijn 2014/57/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende strafrechtelijke sancties voor marktmisbruik de lidstaten oplegt om voor marktmisbruik ook strafrechtelijke sancties te voorzien (uitgewerkt in de artikelen 39 en 40 van de wet van 2 augustus 2002). In het kader van de doorgaans complexe en tijdsintensieve onderzoeken inzake marktmisbruik spelen elektronische communicatiegegevens dikwijls een belangrijke rol in de bewijsvoering, bijvoorbeeld om vast te stellen dat personen op een bepaald moment met elkaar in contact zijn geweest en er tussen twee of meer personen een relatie bestaat.’

Verordening 596/2014 voorziet in haar artikel 30 met betrekking tot de inbreuken op haar artikelen 14 en 15 weliswaar in sancties die in theorie zwaar lijken en die in elk geval zwaarder zijn dan de straffen bepaald voor andere strafbare feiten.

Zo schrijft artikel 30, lid 2, van die verordening met betrekking tot natuurlijke personen voor dat de lidstaten ervoor moeten zorgen dat de bevoegde autoriteiten een maximale administratieve financiële sanctie kunnen opleggen van ten minste 5 000 000 EUR.

Met betrekking tot rechtspersonen bedraagt dat maximumbedrag ten minste 15 000 000 EUR of 15 % van de totale jaaromzet van de rechtspersoon overeenkomstig de meest recente beschikbare en door het management goedgekeurde jaarrekeningen.

Dat neemt evenwel niet weg dat die sancties volgens de verordening zelf administratieve financiële sancties zijn en geen strafsancities.

Bovendien stelt de verordening geen minimumbedrag vast voor die sancties, maar enkel de onderste drempel van het maximumbedrag van de sanctie.

Wat de artikelen 39 en 40 van de wet van 2 augustus 2002 betreft waarnaar in de bespreking van het artikel verwezen wordt, wordt respectievelijk voorzien in de volgende minimale strafsancities:

- wat artikel 39, § 1, betreft: een gevangenisstraf van één maand en een geldboete van 300 euro;
- wat artikel 40, § 6, betreft: een gevangenisstraf van drie maanden en een geldboete van 50 euro.

In die omstandigheden lijkt het moeilijk aanneembaar dat in theorie alle strafbare feiten waarop die verschillende bepalingen van toepassing zijn per definitie onder de noemer ‘zware criminaliteit’ vallen.²

Hoewel de afdeling Wetgeving de logica begrijpt van de rechtvaardigingen die in de bespreking van de artikelen aangevoerd worden, dient, teneinde ervoor te zorgen dat het ontworpen dispositief in overeenstemming is met de beginselen voortvloeiend uit het arrest *La Quadrature du Net*, de injunctiebevoegdheid waarvan sprake is beperkt te worden tot de feiten waarvan de ernst aangetoond is of verondersteld kan worden op basis van de gegevens waarover de auditeur of de adjunct-auditeur beschikt.”³

Een dergelijke opmerking kan ook *in casu* gemaakt worden. Hoewel de afdeling Wetgeving de logica begrijpt van de redenen die aangevoerd worden in de toelichting bij de artikelen zoals die aangevuld is naar aanleiding van voornoemd advies 69.381/4 en waarnaar verwezen wordt in de commentaar bij voorliggend ontwerp⁴, verdient het, teneinde ervoor te zorgen

² Voetnoot 40 van het geciteerde advies: Vergelijk op dat punt met het ontworpen artikel 39^{quinquies} van het Wetboek van Strafvordering (artikel 17 van het voorontwerp) dat betrekking heeft op misdrijven “die een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben”.

³ Advies 69.381/4 van 28 juni 2021 over een voorontwerp van wet 'betreffende het verzamelen en het bewaren van de identificatie-, verkeers-en locatiegegevens in de sector van de elektronische communicatie en de toegang daartoe voor de autoriteiten' (Parl.St. Kamer 2021-22, nr. 55-2572/001, 300 tot 302; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69381.pdf>).

⁴ Er wordt aldus verwezen naar de volgende commentaar:

“In antwoord op de opmerking van de Raad van State dat de bevoegdheid tot quick freeze dient te worden beperkt tot feiten waarvan de ernst door de auditeur is vastgesteld of wordt vermoed, wordt erop gewezen dat deze bevoegdheid enkel geldt in geval van ernstige aanwijzingen van een inbreuk op het verbod van marktmisbruik, i.e. een inbreuk die steeds als zwaar te beschouwen is. Aanvullend op de in de vorige alinea reeds vermelde elementen en in het licht van de opmerking van de Raad van State dat het, hoewel de voorziene maxima hoog zijn, administratieve en geen strafsancities betreft, wordt erop gewezen dat uit de conclusie van de advocaat-generaal bij het arrest *Ministerio Fiscal* van het Hof van Justitie (C-207/16) kan worden afgeleid dat het begrip van zware criminaliteit in de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie niet beperkt is tot feiten waarop een strafsancie (en met name een gevangenisstraf) staat. De advocaat-generaal gaf immers onder meer het volgende aan: ‘(...) Zo zegt het feit dat een lidstaat op een bepaald strafbaar feit een korte gevangenisstraf of zelfs een alternatieve straf stelt, niets over de intrinsieke ernst van het type strafbaar feit.’ (nr. 98) en ‘(...) dat de voorgeschreven straf noch vanuit de kwalitatieve invalshoek van het soort straf, noch vanuit de kwantitatieve invalshoek van de strafmaat de enige maatstaf kan zijn om de bijzondere ernst van een strafbaar feit te beoordelen’ (nr. 104). Ook feiten waarop erg hoge administratieve geldboetes staan, kunnen dus kwalificeren als zware criminaliteit. Dit is het geval voor inbreuken op de artikelen 14 en 15 van de Verordening marktmisbruik, waarop maximale administratieve geldboetes staan van 5 miljoen euro voor natuurlijke personen en van 15 miljoen euro of, indien dit hoger is, 15 procent van de totale jaaromzet voor rechtspersonen (zie artikel 36, § 2, tweede lid, 2°, van de wet van 2 augustus 2002). Bovendien wordt benadrukt dat deze voor marktmisbruik voorziene administratieve geldboetes administratieve sancties met een strafkarakter zijn in de zin van de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens. Daarbij is het van belang dat de administratieve verbodsbepalingen waarvan een schending wordt verweten tot doel hebben het algemeen belang van de samenleving te vrijwaren, dat normaal beschermd wordt door het strafrecht, en de sanctie, omwille van het maximum dat zij theoretisch kan bereiken, door haar ontradend

dat het ontworpen dispositief in overeenstemming is met de beginselen voortvloeiend uit het arrest *La Quadrature du Net*, evenwel aanbeveling om de injunctiebevoegdheid waarvan sprake is te beperken tot de feiten waarvan de ernst aangetoond is of verondersteld kan worden op basis van de gegevens waarover de auditeur of de adjunct-auditeur beschikt.

Artikel 16

1. Wat artikel 16, a), betreft, moet de tekst die in artikel 4, 1^o, van de wet van 22 maart 2006 ‘betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten’ ingevoegd wordt, tussen aanhalingstekens staan.

2. Met betrekking tot artikel 16, a), heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“[l]’objet de l’article en projet [est] de compléter l’article 4, alinéa 1^{er}, 1^o (définition de ‘intermédiation en services bancaires et en services d’investissement’) avec une phrase venant donc s’insérer à la fin de l’énumération des services bancaires et des services d’investissement concernés (points a) à d)).”

In de inleidende zin van artikel 16, a), dienen de woorden “met de volgende zin” derhalve vervangen te worden door de woorden “met een tweede lid, luidende”.

karakter, tot doel heeft dergelijke handelingen te voorkomen en recidive te vermijden, en, door haar punitief karakter, een onregelmatigheid te sanctioneren (zie in die zin onder meer overwegingen 94 en volgende van het arrest *Grande Stevens* van het EHRM van 4 maart 2014, nr. 18640/10, en de daar geciteerde referenties). Daarnaast zijn voor dezelfde feiten ook strafrechtelijke sancties voorzien die kunnen oplopen tot vier jaar gevangenisstraf voor marktmanipulatie en handel met voorwetenschap en tot twee jaar gevangenisstraf voor mededeling van voorwetenschap (zie artikelen 39 en 40 van de wet van 2 augustus 2002). Dit is aanzienlijk hoger dan de maximum gevangenisstraf van één jaar die als minimum drempel werd weerhouden in artikel 39 *quinquies* van het Wetboek van Strafvordering in ontwerp, waarnaar de Raad van State verwijst (en overigens ook in artikel 88 *bis* van hetzelfde wetboek). Het staat bijgevolg buiten kijf dat dergelijke feiten van marktmisbruik als zwaar beschouwd worden. De auditeur van de FSMA vraagt overigens de elektronische communicatiegegevens op in de fase van het (voor)onderzoek, op een moment dat meestal nog niet duidelijk is of de feiten administratief dan wel strafrechtelijk zullen worden vervolgd, en vraagt deze gegevens aldus ook op voor doeleinden van het toezicht op de naleving van de artikelen 39 en 40 van de wet van 2 augustus 2002 (zie ook artikel 82, 2^o, *juncto* artikel 35, § 1, 1^o, van de wet van 2 augustus 2002). Tenslotte is het ook zo dat Europese regelgeving, en met name artikel 23, lid 2, h), van de Verordening marktmisbruik, vereist dat indien de nationale wetgeving toestaat dat bestaande verkeersgegevensoverzichten waarover een operator beschikt, worden opgevraagd (wat in België het geval is), ook de bevoegde administratieve autoriteiten zoals de FSMA deze gegevens moeten kunnen opvragen wanneer er een redelijk vermoeden bestaat van en wanneer dergelijke overzichten relevant kunnen zijn voor het onderzoek naar een inbreuk op het verbod op handel met voorwetenschap of marktmanipulatie.” (*Parl.St.* Kamer 2021-22, n^o 2572/001, 166 tot 168).

Artikel 17

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 23, 22°, van de wet van 24 juli 2008 'houdende diverse bepalingen (I)', dient de wet van 11 juli 2018 vermeld te worden met opgave van het volledig opschrift ervan.

Artikel 20

Met betrekking tot de bepaling onder 2° heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord op de vraag waarom het noodzakelijk en volstrekt proportioneel is om de bevoegde FOD ertoe te machtigen het identificatienummer van het Rijksregister van huurders van slapende safes te registreren en te verwerken:

“Un traitement du numéro de Registre National des locataires des coffres dormants par le SPF compétent est indispensable pour permettre à ce dernier d'attribuer le montant des biens réalisés à un numéro de Registre National, et ainsi, permettre à la Caisse des Dépôts et Consignations de faire le lien entre les biens réalisés et le dossier ouvert auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Dans ce cadre, l'utilisation du numéro de Registre National est, sans aucun doute, nécessaire et proportionnée.”

Het verdient aanbeveling deze preciseringen in de commentaar bij dit artikel op te nemen.

Artikel 22

1. Artikel 22 strekt het “herstellen van” een artikel 42/1 in de wet van 24 juli 2008 'houdende diverse bepalingen (I)', welke bepaling opgeheven zou zijn bij de wet van 30 juli 2018 'houdende diverse financiële bepalingen'.

Blijkbaar moet in feite niet naar artikel 42/1 verwezen worden maar wel naar artikel 41/1, aangezien laatstgenoemde bepaling daadwerkelijk opgeheven is bij artikel 79 van die wet van 30 juli 2018 en er toen geen artikel 42/1 bestond.

Het dispositief dient aldus aangepast te worden dat artikel 41/1 van de wet van 24 juli 2008 hersteld wordt, terwijl artikel 23 van het ontwerp aldus aangepast moet worden dat artikel 42 van dezelfde wet, dat opgeheven is bij artikel 74 van de wet van 18 december 2016 'tot regeling van de erkenning en de afbakening van crowdfunding en houdende diverse bepalingen inzake financiën', hersteld wordt.

2. Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister te kennen gegeven dat de persoonsgegevens bedoeld in het ontworpen artikel 42/1, § 1, van de wet van 24 juli 2008 'houdende diverse bepalingen (I)' de gegevens zijn van de rechthebbenden van de slapende safes.

Die precisering dient opgenomen te worden in het ontworpen artikel 42/1, § 1, dat, gelet op opmerking 1, het ontworpen artikel 41/1, § 1, wordt.

3. In de ontworpen paragraaf 2 worden de persoonsgegevens opgesomd die door de instellingen-depositaris, verhuurder en de bevoegde federale overheidsdienst ⁵ door middel van een beveiligd elektronisch platform aan de Kas overgedragen worden.

Men dient er zich van te vergewissen of de gegevens in kwestie strikt noodzakelijk zijn om de nagestreefde doelstellingen te verwezenlijken, gelet op het beginsel van de minimale gegevensverwerking zoals dat verankerd is in artikel 5, lid 1, c), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)'.

Dezelfde opmerking geldt voor het in artikel 53 ontworpen artikel 13, § 1, van de wet van 11 juli 2018 'op de Deposito- en Consignatiekas'.

Artikel 24

In de Franse tekst van de inleidende zin dienen de woorden "pour la dernière fois" vervangen te worden door de woorden "en dernier lieu".

Artikel 25

Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, dienen de woorden "verstrekt aan de FSMA conform artikel 37sexies van de wet van 2 augustus 2002" vervangen te worden door de woorden "verstrekt aan de FSMA conform artikel 37sexies, § 2, eerste lid, van de wet van 2 augustus 2002".

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 28

In de inleidende zin dienen de woorden "gewijzigd bij de wet van 19 april 2014" vervangen te worden door de woorden "laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2014".

Artikel 35

In de inleidende zin dienen de woorden "gewijzigd bij de wet van 27 juni 2021" te vervallen, aangezien artikel 262, § 3, 8°, van de wet van 3 augustus 2012 'betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG

⁵ Beide taalversies van de inleidende zin van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 42/1 (dat artikel 41/1 wordt), moeten op elkaar afgestemd worden, aangezien de Nederlandse versie geen equivalent bevat van de woorden "entreprises d'assurances".

en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen' niet gewijzigd is.

Artikel 37

In de inleidende zin dienen de woorden “ingevoegd door de wet van 30 juli 2013” vervangen te worden door de woorden “ingevoegd door de wet van 30 juli 2013 en vernummerd bij de wet van 19 april 2014”.

Artikel 38

In de inleidende zin schrijve men niet “artikel 89/1, § 1, eerste lid,” maar gewoon “artikel 89/1, § 1.”

Artikel 44

In de inleidende zin dient gepreciseerd te worden dat artikel 261, eerste lid, 2°, van de wet van 19 april 2014 “betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders” gewijzigd is bij de wet van 11 juli 2018.

Artikel 50

Aangezien artikel 50 strekt tot vervanging van artikel 7 van de wet van 11 juli 2018 ‘op de Deposito- en Consignatiekas’ moeten de woorden “Art. 4” vervangen worden door “Art. 7”.

Artikel 53

Artikel 11, eerste lid, van de wet van 11 juli 2018 ‘op de Deposito- en Consignatiekas’ bepaalt:

“De consignatiegever vermeldt voor elk type van consignatie alle relevante gegevens zoals gevraagd door de Deposito- en Consignatiekas. De Koning bepaalt deze gegevens.”

In advies 68.577/2, gegeven op 9 februari 2021 over een voorontwerp van wet dat geleid heeft tot de wet van 27 juni 2021 ‘houdende diverse financiële bepalingen’, heeft de afdeling Wetgeving in dat verband het volgende opgemerkt:

“Overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet moet voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke aantasting van het recht op eerbiediging van het privéleven het legaliteitsbeginsel nageleefd worden. De essentiële aspecten van deze regeling, die betrekking moeten hebben op de doeleinden van de verwerking, de verwerkingsverantwoordelijke, de categorieën van gegevens, de duur van de bewaring ervan en de gevallen waarin en de voorwaarden waarop die persoonsgegevens verwerkt mogen worden, dienen bijgevolg in de wetgevende norm zelf bepaald te worden. De inmenging in de uitoefening van het recht op eerbiediging van het privéleven moeten in

duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen geformuleerd worden zodat de gevallen waarin de wetgever een dergelijke inmenging toestaat, voorzienbaar zijn. Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet bovendien op een redelijke verantwoording steunen en moet evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doeleinden.⁶

Hoewel in het huidige artikel 11, eerste lid, eerste zin, van de wet van 11 juli 2018 reeds bepaald wordt dat '[d]e consignatiegever (...) voor elk type van consignatie alle relevante gegevens [vermeldt] zoals gevraagd door de Deposito- en Consignatiekas', dient opgemerkt te worden dat sedert advies 62.944/2, dat op 5 maart 2018 gegeven is over het voorontwerp van wet dat tot die bepaling geleid heeft, de adviespraktijk van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, in navolging van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof en gelet op het feit dat de AVG op 25 mei 2018 in werking getreden is, een grote evolutie doorgemaakt heeft waarbij ernaar gestreefd wordt de materiële waarborgen die geboden worden door artikel 22 van de Grondwet inzake het recht op eerbiediging van het privéleven te consolideren door strenger te zijn op het stuk van de eerbiediging van het formeel wettelijkheidsbeginsel dat in die bepaling verankerd is.

In lijn met die evolutie is de wetgever er dan ook toe gehouden om zelf op zijn minst te bepalen wie de verwerkingsverantwoordelijke is en om nauwkeurig genoeg te vermelden welke categorieën van gegevens verwerkt mogen worden. De machtiging die aan de Koning verleend wordt voor het bepalen van 'deze gegevens' is te ruim en kan niet aanvaard worden, aangezien die termen inzonderheid verwijzen naar de 'relevante gegevens met betrekking tot het dossier'. Op zijn minst dient een beter afgelijnd criterium bepaald te worden aan de hand waarvan de delegatie van bevoegdheid aan de Koning op dat punt beter afgebakend zou kunnen worden. De wetgever moet voorts vermelden welke personen tot die gegevens toegang kunnen krijgen en hoelang die gegevens bewaard worden."⁷

Overeenkomstig het huidige artikel 13, eerste lid, van de wet van 11 juli 2018 houdt de Deposito- en Consignatiekas een register bij van alle geconsigneerde goederen met de vermelding van de beschikbare relevante gegevens van iedere consignatie.

Artikel 53 van het ontwerp strekt ertoe de persoonsgegevens die door de Deposito- en Consignatiekas in dat register bijgehouden worden, alsook de essentiële elementen in verband met die verwerking, te preciseren.

⁶ Voetnoot 18 van het geciteerde advies: Zie in het bijzonder voormeld advies 63.192/2 en advies 63.202/2, op 26 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 5 september 2018 'tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG' (*Parl.St. Kamer 2017-2018*, nr. 3185/1, 120 tot 145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63202.pdf>).

⁷ Advies 68.577/2, op 9 februari 2021 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 27 juni 2021 'houdende diverse financiële bepalingen' (*Parl.St. Kamer 2020-21*, nr. 55-1887/1, 482 en 483; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68577.pdf>). Er dient evenwel opgemerkt te worden dat, sinds dat advies, de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State en het Grondwettelijk Hof geoordeeld hebben dat de elementen die vastgelegd moeten worden in een tekst van wetgevend niveau niet per se de verwerkingsverantwoordelijke hoeven te omvatten (advies 68.936/AV van de afdeling Wetgeving, op 7 april 2021 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 augustus 2021 'betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie' (*Parl.St. Kamer 2020-21*, nr. 55-1951/001, 55 tot 127, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68936.pdf>), opmerking 101; GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1). Als de verwerkingsverantwoordelijke niet bij wet wordt aangewezen, mag de Koning er dus toe gemachtigd worden te bepalen wie de verwerkingsverantwoordelijke is.

Op de vraag of de persoonsgegevens in het register dezelfde zijn als die welke opgevraagd kunnen worden door de Deposito- en Consignatiekas en die vastgesteld zijn door de Koning overeenkomstig artikel 11, eerste lid, van de wet van 11 juli 2018, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Un arrêté royal se doit de respecter la norme qui lui est supérieure. Par conséquent, la délégation de compétences au Roi pour la détermination des données pertinentes sera désormais limitée par le prescrit de l'article 53 du projet. Il est ainsi répondu à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis n° 68.577/2. Les données à caractère personnel non reprises dans la liste de l'article 53 du projet ne pourront jamais être demandées.

Toutefois, la Caisse des Dépôts et Consignations peut demander d'autres données pertinentes, qui ne sont pas des données à caractère personnel mais plutôt des informations liées à la consignation elle-même, telles que le type de consignation (garantie locative, cautionnement, succession vacante, faillite, etc.), le montant ou autres informations utiles en lien avec cette consignation.”

In het licht van dat antwoord zou, ter wille van de rechtszekerheid, artikel 11, eerste lid, van de wet van 11 juli 2018 aangevuld moeten worden met een verwijzing naar de persoonsgegevens zoals bedoeld in het ontworpen artikel 13 teneinde de bevoegdheid die op dat punt aan de Koning wordt gedelegeerd duidelijk af te bakenen.

Artikel 54

Op een vraag in verband met de *ratio legis* van artikel 54 heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L'établissement du principe de paiement libératoire a été inséré dans cette loi afin de débloquer des situations dans lesquelles un paiement direct à l'ayant droit n'est pas possible.

L'article 13/1 permet à un débiteur de s'acquitter d'une dette lorsqu'il connaît l'identité du créancier, mais ne connaît pas le numéro de compte bancaire de ce dernier ou lorsque ce dernier ne dispose d'aucun compte bancaire.

Cela a notamment pour but de permettre au SPF Finances de rembourser des sommes dues dans le cadre de l'impôt à un citoyen dont le numéro de compte bancaire n'est pas connu. Cette disposition peut également être utilisée par un particulier au bénéfice d'un autre particulier.”

Het verdient aanbeveling die verduidelijkingen op te nemen in de commentaar bij artikel 54.

De gemachtigde van de minister heeft bovendien de volgende verduidelijkingen gegeven in verband met de modaliteiten bedoeld in het ontworpen artikel 13/1, eerste lid:

“Par les ‘modalités reprises dans la présente loi’, on entend notamment des modalités visées aux articles 6 et 7 (utilisation de l'application électronique mise à disposition par la caisse des Dépôts et Consignations, sauf dans les cas où ces formalités sont accomplies via un support papier), à l'article 10 (identification des parties via le numéro BCE ou le numéro de Registre National) et à l'article 11 (communication des données pertinentes demandées au moment de la consignation) de la loi du 11 juillet 2018.”

Het verdient aanbeveling ook die verduidelijkingen op te nemen in de commentaar bij artikel 54.

Artikel 56

In de commentaar bij artikel 56 staat dat die bepaling ertoe strekt een materiële vergissing recht te zetten.

Op de vraag welke materiële vergissing, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Il s’agit de se conformer aux dispositions du livre 3 ‘les biens’ - Titre XVIII : Des privilèges et hypothèques du Code civil (rang et hiérarchie des créanciers).”

Het verdient bijgevolg aanbeveling om de commentaar bij het artikel aan te vullen zodat daarin de *ratio legis* van artikel 56 in het licht van boek 3, titel XVIII, van het Burgerlijk Wetboek duidelijker weergegeven wordt.

Artikel 57

Op een vraag in verband met de *ratio legis* van artikel 57 heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Dans un objectif de digitalisation, la Caisse des Dépôts et Consignation a mis à disposition des citoyens une application électronique permettant de consigner des biens et d’en demander la restitution (voir l’article 6 de la loi du 11 juillet 2018).

Cette application permet également à tout ayant droit connu de consulter à tout moment les dossiers déjà existants de la caisse des Dépôts et Consignations le concernant. Par conséquent, l’envoi d’un courrier l’année précédant la prescription ne semble plus nécessaire, étant donné que les citoyens ont désormais un accès permanent à l’information. En outre, il convient de s’aligner sur le Code [c]ivil qui prévoit la prescription de plein droit.”

In het licht van het antwoord van de gemachtigde van de minister verdient het aanbeveling de commentaar bij het artikel aan te vullen zodat de *ratio legis* van artikel 57 duidelijker weergegeven wordt.

Artikel 62

In verband met de datum van inwerkingtreding van de artikelen 23, 49, 50 en 51 van het voorontwerp heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

“La date d’entrée en vigueur visée est celle déterminée par l’article 219 de la loi du 26 janvier 2021 sur la dématérialisation des relations entre le Service Public Fédéral Finances, les citoyens, personnes morales et certains tiers, et modifiant différents codes fiscaux et lois fiscales. Il s’agit en principe du 1er janvier 2025, mais le Roi a la possibilité de fixer l’entrée en vigueur de certaines dispositions à une date antérieure.

Pour se préparer à cette possible entrée en vigueur anticipée et, comme la Caisse des Dépôts et Consignations est concernée par l'entière du chapitre 11 de la loi du 26 janvier 2021, il a été fait référence à l'entrée en vigueur de ce chapitre 11 (dans son ensemble) pour fixer l'entrée en vigueur des articles 23, 49, 50 et 51 du projet au moment où ce chapitre 11 sera entièrement d'application.

De cette manière :

1) l'article 6, alinéas 2 et 3, et les articles 7, 8 et 9 de la loi du 11 juillet 2018 peuvent continuer à s'appliquer en attendant l'entrée en vigueur des dispositions restantes du chapitre 11 de la loi du 26 janvier 2021 ;

2) cela n'empêche pas l'application des articles 213, § 1er, et 214 de la loi du 26 janvier 2021 déjà entrés en vigueur.

Les dispositions restantes du chapitre 11 de la loi du 26 janvier 2021 concernent toutes l'utilisation d'une plateforme électronique et semblent dès lors indissociables les unes des autres. Il est donc peu probable que les dispositions restantes du chapitre 11 entrent en vigueur à des dates différentes."

De bepalingen van hoofdstuk 11 van de wet van 26 januari 2021 'betreffende de dematerialisatie van de relaties tussen de Federale Overheidsdienst Financiën, de burgers, rechtspersonen en bepaalde derden en tot wijziging van diverse fiscale wetboeken en wetten' treden niet allemaal op dezelfde datum in werking.

Opdat artikel 62 zou stroken met de wens van de stellers van het voorontwerp, moet het aldus herzien worden dat het bepaalt dat de daarin genoemde bepalingen in werking treden wanneer alle bepalingen van hoofdstuk 11 van de wet van 26 januari 2021 in werking getreden zijn.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT